

17 juin 2013 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

## Point de presse de M. François Hollande, Président de la République, notamment sur la situation en Syrie, à Lough Erne le 17 juin 2013.

QUESTION : « Monsieur le Président, on attend beaucoup de ce G8, notamment en ce qui concerne la Syrie. Vladimir POUTINE n'a pas l'air du tout allant sur la question de la conférence de Genève et reproche aux dirigeants du G8 de vouloir violer les règles internationales. Pensez-vous pouvoir le convaincre, avec l'appui de Barack OBAMA, de David CAMERON ? »

LE PRÉSIDENT : « Je vois trois intérêts à ce G8.

Le premier est de promouvoir la croissance à travers des politiques de soutien de la demande et également l'ouverture de négociations commerciales.

Le second intérêt de cette rencontre importante, puisqu'il y a les pays qui représentent 50% de l'économie mondiale, est de lutter contre la fraude fiscale et d'avoir des mécanismes qui permettent de réduire les paradis fiscaux et de faire en sorte que ceux qui dissimulent ne puissent plus le faire dans un proche avenir.

Il y a la Paix, et notamment la question de la Syrie. La pression doit s'exercer.

Comment peut-on admettre que la Russie continue de livrer des armes au régime de Bachar el-ASSAD alors que l'opposition n'en reçoit que très peu et est aujourd'hui massacrée ?

Comment peut-on admettre qu'il y ait maintenant des preuves qu'il y ait eu des armes chimiques - à quelle ampleur ? Nous ne savons pas encore - mais qui ont été utilisées sans qu'il y ait une condamnation unanime de la communauté internationale et donc du G8 ? Il y aura cette discussion, non pas pour mettre la Russie de côté ou pour la mettre à l'index, mais pour lui faire comprendre que, dans l'intérêt de la région, de la paix du monde, il doit y avoir cette conférence de Genève pour trouver une issue politique. »

QUESTION : « Est-ce qu'il y a une date pour cette conférence ? »

LE PRÉSIDENT : « Le plus tôt sera le mieux. Il y a déjà le sens de ce que nous voulons faire.

C'est-à-dire un gouvernement provisoire pour la Syrie, qui mettrait de côté Bachar el-ASSAD et qui permettrait à toutes les composantes de se retrouver. J'entends les composantes de ceux qui, en Syrie, veulent la démocratie et le respect des droits de l'Homme. Il convient aussi d'écarter cette fraction également extrémiste qui, profitant du chaos, s'est installée en Syrie. »

QUESTION : « Monsieur le Président, avez-vous l'espoir de convaincre Vladimir POUTINE d'infléchir sa ligne sur la Syrie cet après-midi ? »

LE PRÉSIDENT : « Il ne faut pas avoir trop d'illusions. Ce n'est pas ici, au G8, que nous allons trouver la solution. Mais ça peut être une étape. Cela peut être un moment important où chacun prend conscience de la période que nous traversons, que la Syrie traverse.

100 000 morts, avec des destructions chaque jour de ce pays, la Russie ne peut pas être insensible et elle ne peut pas non plus imaginer qu'il y aurait une solution avec Bachar el-ASSAD. Nous pouvons cheminer et faire en sorte de faire convoquer la conférence de Genève au plus tôt.

»

QUESTION : « Monsieur le Président, pensez-vous que ce G8 puisse se permettre d'entamer déjà des négociations sur d'éventuelles négociations, des pourparlers sur les pourparlers avant Genève ? »

LE PRÉSIDENT : « Non, je ne pense pas qu'il faille faire jouer au G8 un autre rôle que celui d'une instance où les grandes questions du monde sont évoquées et où il y a un intérêt commun qui s'exprime. L'intérêt commun sur le plan économique, c'est la croissance. L'intérêt commun par

apparaisse. L'intérêt commun sur le plan économique, c'est la croissance. L'intérêt commun par rapport à la régulation, c'est de mettre de l'ordre dans les finances et dans la fiscalité. L'intérêt commun, c'est de retrouver un chemin pour la négociation en Syrie. »

QUESTION : « José Manuel BARROSO estime que la France mène une politique réactionnaire en défendant son exception culturelle. Partagez-vous cet avis ? »

LE PRESIDENT : « Je ne veux pas croire que le président de la Commission européenne ait pu tenir des propos sur la France qui seraient ainsi formulés, pas même sur les artistes qui se sont exprimés.

L'exception culturelle, c'est un principe qui a toujours été évoqué et à chaque fois on la pris en compte dans les négociations commerciales. Il n'y a pas de raison que ça change cette fois-ci dans la discussion avec les Etats-Unis. La meilleure preuve, c'est que les chefs d'Etat et de Gouvernements ont accepté, via leurs ministres, que la question des services audiovisuels soit écartée de la négociation. Ce que je demande au président BARROSO c'est maintenant de mettre en œuvre le mandat qui a été décidé par les négociateurs au niveau des gouvernements. »

QUESTION : « Monsieur le Président, est-ce que vous comptez prendre contact avec le nouveau président iranien modéré ? »

LE PRESIDENT : « Nous voulons attendre de savoir quelle ligne politique il va faire prévaloir. Mais nous sommes toujours pour le dialogue et notamment, dans cette négociation déjà engagée depuis plusieurs mois pour ne pas dire plusieurs années, pour que l'Iran ne puisse pas poursuivre son programme nucléaire. »

QUESTION : « Sur un accord éventuel de libre échange avec les Etats-Unis, vous attendez une annonce quelle quelle soit ici ? »

LE PRESIDENT : « Je considère que ça peut être une annonce, au cours de ce G8, dès lors qu'il y a eu des règles claires qui ont été posées par l'Europe, de mettre à l'écart les services audiovisuels. Les Etats-Unis feront sans doute observer qu'il y a d'autres points de la négociation qui méritent d'être écartés ou en tout cas retenus. Nous en discuterons. Le principe de l'ouverture doit être maintenant posé. »